

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, au Palais des droits de l'homme, Strasbourg, jeudi 30 septembre 1982.

Messieurs les présidents,

- Madame,

- Messieurs,

- Cete présentation de vos institutions, de leur rôle, des responsabilités qu'elles assument, inventant, sur des principes fondamentaux anciens, un droit nouveau, veillant surtout à ce qu'il dispose des moyens de l'exécution, de l'application et réunissant à travers le temps, mais sans doute au -prix de beaucoup d'efforts, à surmonter ce qui était plus qu'une tradition, je veux dire le soin jaloux de chaque Etat de préserver son entier pouvoir sur les citoyens de chaque pays.

- Donc, peu à peu des définitions, une action, qui tendent à l'universel. Tout ceci marque bien, avec ce que la vie peut enseigner, l'expérience acquise chaque jour aux confrontations des tempéraments, des traditions nationales que réunissent tous les membres de votre Cour, de votre Commission et cela représente, j'imagine, pour vous, une tâche lourde mais aussi exaltante car vous avez été choisis - vous êtes un par pays représenté - et il vous faut cependant prendre le langage - je ne parle pas du langage dans la traduction des paroles - je veux dire dans le sens qu'ont les mots, il vous faut parvenir à une conscience commune, inspirée par le respect des mêmes principes et capable d'être comprise et d'être admise par les millions et les millions de femmes et d'hommes qui appartiennent à l'Europe.

- C'est donc pour moi une très haute circonstance que de venir vous visiter, vous le savez, vous entendre et vous répondre. En venant, comme vous avez pu le voir à peu de distance, donc presque en promenade, j'ai évidemment remarqué que nous étions ici rue René Cassin, auprès de l'institution qui doit beaucoup à son autorité que vous avez rappelée vous-même, monsieur le président. Moi qui l'ai bien connu, cela donne comme un air de famille, cela nous rattache aux années difficiles de la guerre pour la France, et de l'après-guerre dans un monde déchiré. C'est évidemment beaucoup flatter notre amour-propre et justement, que de rappeler que d'illustres Français ont été vos devanciers, ont tracé la voie. Que d'autres vous accompagnent sur ce chemin. Chaque fois que mon pays est en retard, laisse d'autres prendre de l'avance sur-le-plan du droit, je m'en fâche. Chaque fois que la France, à son tour, ainsi vont les choses, est capable de désigner la direction, je m'en flatte. Mais, au total, je sais bien que rien ne serait possible et surtout pas des institutions comme les vôtres si, sans oublier ce que nous sommes, porteurs avec nous-mêmes ou portés par nos propres racines, si nous n'étions pas capables d'aller le plus loin et de considérer l'homme dans son essence. Alors là, nous avons à notre secours tant de philosophes, tant de moralistes, tant de juristes, tant d'hommes d'expérience, économistes et autres qui peuvent à la fois confronter la pensée et la réalité, nous pouvons dire que l'Europe est peut-être l'endroit du monde le plus riche en substance, même s'il faut maintenant élaborer, car le droit, vous le savez mieux que moi, c'est aussi la pratique des choses.

- Vous n'êtes pas de grands jurys vivant dans la stratosphère et décrétant pour l'humanité les commandements qui lui conviendraient. Mais vous êtes aussi, ce qui explique la signature récente de la France - celle que vous rappeliez il y a un an - vous êtes aussi ceux qui sont chargés ou qui se chargent, qui ont décidé de se charger de veiller à l'application et de faire que chaque individu, sans passer par les canaux puisse parfois directement demander que justice soit rendue par des juges qu'il ne connaît pas, qui sont même peut-être censés ne pas connaître sa langue, ses

juges qu'il ne connaît pas, qui sont même peut-être censés ne pas connaître sa langue, ses usages, qui risqueraient presque de se perdre dans l'identité de chacun et auxquels on fait quand même confiance pour que se dessine une conscience commune suffisante pour que le cas individuel rencontre la justice.\

Voilà, cela méritait bien, non pas le détour, car ce n'en est pas un, mais que parmi les raisons de mon voyage à Strasbourg, ce rendez-vous figurât.

- Vous êtes une institution elle-même fondamentale. J'ai été sensible à vos paroles, d'autant plus qu'elles étaient exprimées dans un français parfait, ce qui ne pouvait que plaire au Français que je suis, délicatesse supplémentaire de votre part.

- Je souhaite que vos institutions soient de mieux en mieux reconnues par chacun de nos pays. Croyez-moi que lorsque je sentirai - comme cela m'est arrivé dans certaines de vos décisions, des conventions proposées - tel ou tel élément irréductible aux mœurs ou aux intérêts de mon pays, je vous le dirai. Cela arrivera rarement. Mais je vous dirai toujours aussi les raisons profondes de mon approbation. Mais cela arrivera si souvent que peu à peu, nous élaborerons ensemble les institutions qui nous dispenseront d'être en contradiction parce qu'elles auront la charge de décider pour tous.

- Messieurs les présidents, madame, messieurs, je vous remercie de votre accueil.\